

# UNISMUNC XII

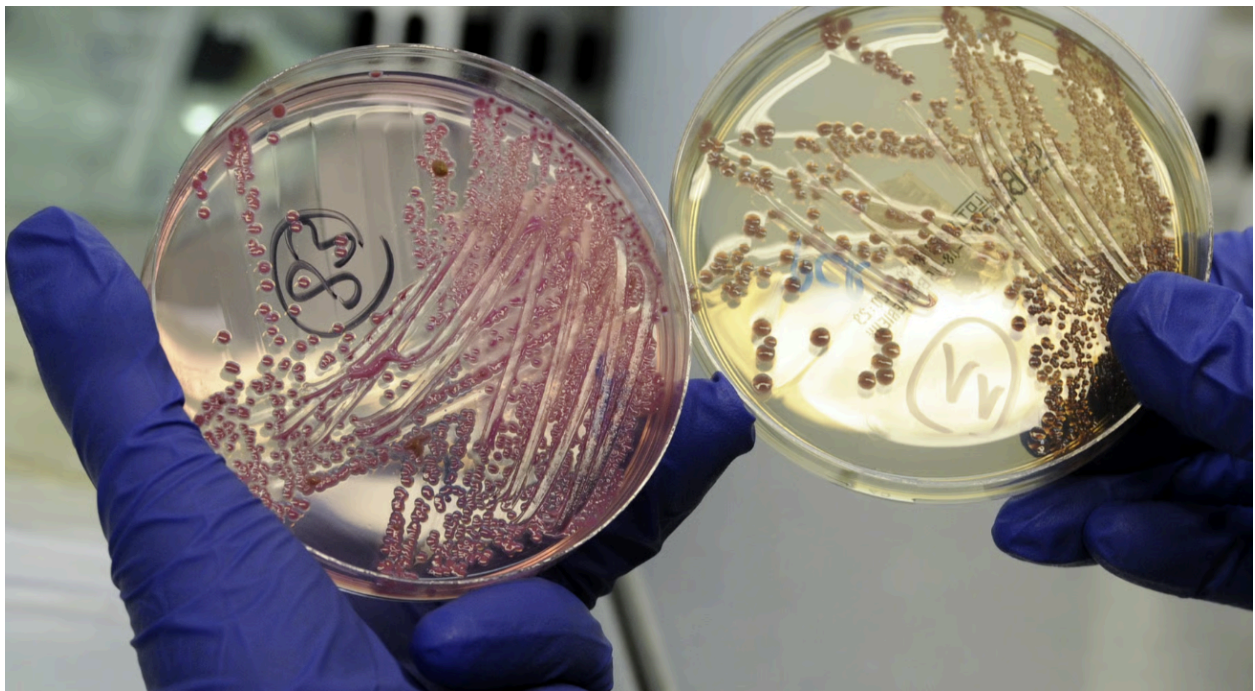
---

**Committee:** SPECPOL

**Topic:** La Vente des Antibiotiques dans  
des Marchés Illicites

**Type de comité:**  
Assemblée Générale

---



# Table des Matières

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| Programme de la conférence         | 3  |
| Politiques de la conférence        | 4  |
| Lettre du Président                | 7  |
| Un Bref Aperçu du Comité           | 8  |
| Introduction au Comité             | 10 |
| Documents écrits                   | 11 |
| Les Marchés Illicites et Informels | 12 |
| Analyse                            | 14 |
| Conséquences Biologiques           | 15 |
| Mesures Existantes                 | 19 |
| Positions des Blocs                | 21 |
| Questions à Considérer             | 24 |
| Conclusion                         | 25 |
| Lectures complémentaires           | 26 |

# Programme de la Conférence

*Registration*

*8:00 am - 9:00 am*

*Opening Ceremonies*

*9:00 am - 10:00 am*

*Committee Session I*

*10:00 am - 12:00 pm*

*Lunch Break I*

*12:00 pm - 1:15 pm*

*Lunch Break II*

*1:15 pm - 2:30 pm*

*Committee Session II*

*2:30 pm - 5:30 pm*

*Closing Ceremonies*

*5:30 pm - 6:30 pm*

# Politiques de la Conférence

L'UNISMUNC XI a pour objectif de favoriser le débat, en offrant aux élèves l'opportunité d'explorer une variété de sujets et en encourageant la collaboration et l'esprit d'équipe entre délégués. Cela étant dit, l'UNIS souligne l'importance d'un langage respectueux, puisque l'UNISMUNC XI amènera les délégués à débattre de thèmes parfois sensibles ou passionnés. Le MUNEX vous invite à garder en tête le respect et l'attention envers les autres participants. Nous sommes ravis de cette conférence et avons confiance qu'aucun problème ne surviendra. Les règles et attentes suivantes visent à garantir que chaque délégué profite pleinement de l'UNISMUNC.

## **Tenue vestimentaire:**

Le code vestimentaire de l'UNISMUNC est la tenue professionnelle occidentale formelle. Tous les délégués doivent s'y conformer. Des exceptions peuvent être accordées dans les comités de crise, à la discrétion du président, pour des raisons liées aux personnages représentés. Si vous souhaitez porter une tenue qui ne correspond pas aux normes de la tenue professionnelle occidentale traditionnelle, vous devez en demander l'autorisation à votre président au préalable.

## **Attribution des comités:**

Les attributions de comités se feront selon l'ordre des préférences communiquées par les conseillers des délégations (ou par les délégués indépendants eux-mêmes), suivant le principe du « premier arrivé, premier servi ». Avant toute attribution, le paiement doit être reçu. En cas de retard de paiement, les délégations risquent de ne pas obtenir leurs comités de prédilection.

## **Attentes en comité:**

Dans le cadre des débats, il est demandé aux délégués de maintenir en permanence la politesse et le respect. Bien que vous représentiez les positions de votre pays, il est essentiel de le faire sans tomber dans l'irrespect ou l'affrontement.

Veuillez respecter vos pairs lorsqu'ils prononcent leurs discours. Un seul délégué peut parler à la fois lors des caucus modérés. Pour intervenir, vous devez lever votre pancarte et attendre d'être reconnu par le président. Aucun discours ad hominem ne sera toléré ; le cas échéant, un droit de réponse sera accordé. Restez conscients de vos paroles et de vos actions, et prenez en considération les positions de chacun.

Les présidents de comité et les membres du Secrétariat déterminent ce qui constitue un comportement perturbateur.

Exemples de comportements irrespectueux (liste non exhaustive) :

- Parler sans avoir obtenu la parole,
- Utiliser un téléphone portable,
- Échanger des notes sans lien avec le comité,
- Utiliser des appareils électroniques quand cela n'est pas autorisé,
- Harcèlement verbal, physique ou sexuel d'un autre délégué.

La rédaction préalable de clauses de résolutions ou de directives, de notes de crise ou de discours est strictement interdite et sanctionnée. Cela ne s'applique pas aux remarques liminaires ni aux travaux effectués pendant la pause déjeuner, puisque les comités de l'UNISMUNC fonctionnent selon des « déjeuners de travail ».

L'UNISMUNC applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis du plagiat (notes de position, discours, résolutions). Toute citation ou référence mal attribuée peut entraîner une exclusion des prix ou d'autres sanctions à la discrétion des présidents.

### **Tarifs:**

Veuillez consulter la section « inscription » pour plus d'informations. Des précisions sur les attributions de comités figurent ci-dessous.

### **Spectateurs:**

L'UNISMUNC X n'autorise pas les spectateurs non inscrits. Les élèves spectateurs sont strictement interdits. Tous les conseillers et délégués doivent être inscrits et avoir acquitté les frais requis. Tout manquement à cette règle entraînera l'exclusion des invitations futures. Le Secrétariat se réserve le droit d'expulser toute personne non inscrite des salles de comité et, si nécessaire, de l'escorter hors des lieux.

### **Technologie:**

Tous les comités de crise sont strictement « sans technologie » : ordinateurs et téléphones portables y sont interdits.

Dans les comités de l'Assemblée générale (AG), l'usage d'ordinateurs est autorisé uniquement pour la rédaction de résolutions. Les délégués peuvent les utiliser lors des caucus non modérés et en dehors des salles, avec l'accord du président. En revanche, il est interdit d'utiliser tout appareil pendant les discours, y compris les vôtres. Préparez donc vos remarques liminaires à l'avance et apportez-les sous format papier.

### **Critères d'attribution des prix:**

Les présidents, membres des dais et, pour les comités de crise, directeurs de crise, évalueront les délégués de manière globale sur l'ensemble de la journée de débats. Seront pris en compte :

- les discours en caucus modérés,
- la participation aux caucus non modérés (y compris la capacité à intégrer les autres dans les discussions),
- la rédaction et la présentation de résolutions/directives, notamment celles adoptées,
- en comités de crise, la qualité et la cohérence des arcs de crise.

# Lettre des Présidentes

Chers Délégués !

Vous êtes tous les bienvenus à UNISMUNC XII! C'est notre plaisir d'accueillir la quatrième conférence Model UN bilingue de l'UNIS et d'organiser ce Comité SPECPOL sur la vente des antibiotiques sur les marchés illicites.

Je m'appelle Chiara Ciarnelli ; avec Alma, je vais travailler en tant que présidente du comité! Je suis en terminale ici à UNIS, et ça va être la deuxième année que je participe à UNISMUNC. Je suis trilingue, puisque j'ai des origines canadiennes et italiennes. J'adore passer du temps dans la nature, surtout faire du kayak et de la randonnée, mais j'aime aussi me balader en ville, découvrir de nouveaux endroits et m'intéresser à la mode. Comme je suis particulièrement passionnée par la biologie, ce comité m'intéresse beaucoup et j'ai trop hâte d'être l'une de vos présidentes!

Bonjour à tous, je m'appelle Alma Lainé et je suis aussi en terminale à UNIS. Je fais du MUN depuis quatre ans, c'est quelque chose qui m'intéresse beaucoup, et j'attends avec impatience de vous rencontrer lors de cette conférence. Une grande partie de ma famille habite en Europe - particulièrement en France et en Suède - alors, comme Chiara, je suis aussi trilingue! Depuis que j'étais petite, je fais de l'escalade en compétition. À part cela, j'adore voyager, écrire, et cuisiner. Mon sujet préféré à l'école est l'économie, donc je suis véritablement ravie de pouvoir codiriger ce comité. J'espère que vous trouverez ce sujet aussi fascinant que moi. À très bientôt!

N'oubliez pas de vous préparer et n'hésitez pas à contacter l'adresse e-mail suivante si vous avez des questions. Nous avons hâte de voir où ira ce comité et comment vous interpréterez toutes vos positions, travaillerez ensemble et réfléchirez à des solutions aux obstacles auxquels vous serez confrontés !

Bonne préparation, et à bientôt!

Chiara Ciarnelli

27cciarnelli@unis.org

Alma Laine

27alaine@unis.org

## Un Bref Aperçu du Comité

L'offre et la demande d'antibiotiques sur des marchés illicites et informels constituent une crise sanitaire qui a des effets désastreux, impactant des millions d'individus mondialement. Les marchés illicites désignent des espaces d'échange de biens ou de services dont la production, la possession, et la vente sont complètement interdites légalement. Inversement, les marchés informels sont des espaces d'échanges qui échappent à un cadre régulé mais qui ne sont pas nécessairement criminels. Malgré cette distinction concernant leur degré de légalité, ces marchés vont être considérés ensemble dans ce comité car ils contribuent à un unique danger: la consommation des antibiotiques en dehors des marchés réglementés.

La demande croissante d'antibiotiques dans ces marchés peut être attribuée à plusieurs éléments économiques différents - notamment des coûts élevés des traitements, des pénuries de biens et l'accès limité - qui seront abordés dans la section analytique suivante. Cependant, il est crucial de noter les conséquences médicales qui surviennent à cause de ce commerce. À cause de l'absence de contrôle réglementaire, beaucoup de ces antibiotiques sont de qualité insuffisante.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), dans son [rapport](#) concernant des médicaments de qualité inférieure et falsifiés, a noté que, souvent, ces produits sont présentés de manière délibérément trompeuse quant à leur contenu et à leur origine en raison d'un gain financier.

Donc, les antibiotiques vendus et consommés dans ce marché sont fréquemment très pernicieux car ils contiennent des substances toxiques. L'OMS a déclaré qu'une dépendance à ces produits peut empirer une maladie mais aussi conduire à une résistance aux antibiotiques, rendant les maladies plus difficiles à traiter. Ce problème existe depuis plusieurs années. En 2017, l'OMS a estimé que 1 sur 10 médicaments dans des pays à faible revenu étaient sous-standards et

n'avaient pas réussi les examens de qualité. De plus, en 2021, la résistance bactérienne aux médicaments antimicrobiens était liée aux décès de plus de 4,7 millions d'individus mondialement ([OMS](#)). Ces conséquences seront contemplées dans ce guide, en profondeur, dans une section d'analyse biologique qui suivra.

Les marchés illicites et informels des antibiotiques représentent donc un problème économique et sanitaire. Les éléments socio-économiques poussent les personnes à consommer ces produits, contribuant à leur agrandissement pendant que ce commerce non régulé aggrave les risques liés à l'utilisation de ces antibiotiques. Ainsi, nous est présentée une situation complexe face à laquelle une collaboration internationale est nécessaire pour trouver des solutions pour limiter ces conséquences qui prennent en compte toutes les nuances économiques et biologiques.

# Introduction au Comité

**Les caucus modérés** sont des discussions structurées au cours desquelles les délégués s'inscrivent pour prononcer des discours courts et réglementés. Le temps de parole et le sujet de discussion sont fixés lors de la proposition de la motion et les délégués prennent la parole à tour de rôle.

**Les caucus non modérés** sont divisés entre un caucus régulier non modéré et un caucus non modéré de gentlemen où tout le monde reste assis. Un non-mod régulier implique une période libre de débat structuré et réglementé, pendant laquelle les délégués peuvent circuler dans le comité et travailler avec leurs blocs.

Quelques actions qui s'inscrivent dans la continuité de la procédure habituelle des commissions:

- Point d'ordre
- Point d'information
- Appel à la présidence
- Suspension du débat
- Ajournement du débat
- Clôture du débat
- Vote par appel nominal
- Régler l'heure du haut-parleur
- Appeler un conférencier invité

## Documents écrits

**Résolutions :** Un document qui expose des solutions possibles à un problème et permet au comité d'agir. Idéalement, vers la fin des travaux, les blocs collaboreront pour rédiger une résolution qui pourra être débattue et éventuellement adoptée.

**Documents de travail :** Les brouillons de résolutions, c'est-à-dire les projets avant leur mise au vote en comité. Les blocs de délégués les rédigent ensemble, en réfléchissant et en détaillant des solutions complètes aux questions traitées. Ils sont ensuite soumis au vote et peuvent devenir des résolutions officielles.

# Les Marchés Illicites et Informels

Pour comprendre complètement le fonctionnement de ce marché, il est d'abord nécessaire d'identifier les acteurs qui y participent. Du côté de la demande, les consommateurs d'antibiotiques - indépendamment de ce qu'ils cherchent sur des marchés légitimes ou pas - désirent des antimicrobiens pour traiter des virus ou des infections. Il est important de noter qu'il existe plusieurs antibiotiques qui sont accessibles sans l'ordonnance d'un médecin. Concernant l'offre, les antibiotiques peuvent être fournis par de nombreuses sources. Dans des marchés licites, ce sont les médecins et les pharmacies qui fournissent ces produits. Cependant, des antibiotiques sont aussi disponibles sur des marchés illégitimes par des vendeurs informels ou des plateformes en ligne. D'autres acteurs notables sont les autorités sanitaires (Interpol) qui ont déjà considérablement travaillé sur ce dilemme, étant donné leur rôle réglementaire en contrôlant la production et la vente de ces produits. Particulièrement, pour faciliter ces réglementations, ils mettent en place des réformes législatives et surveillent les chaînes d'approvisionnement (National Library of Medicine). Quelques acteurs qui jouent un rôle considérable dans ces renforcements des réglementations sont l'OMS, l'entité non publique Interpol (la plus grande organisation de police mondiale), et DG Santé - un département de la Commission européenne, responsable de tout ce qui concerne les lois de la santé publique, la sécurité alimentaire, etc.

Malgré cette présence institutionnelle, il existe, comme mentionné ci-dessus, des antibiotiques qui circulent en dehors des marchés formels. Dans les marchés formels et mondiaux, les antibiotiques circulent par une chaîne logistique passant des fabricants aux distributeurs - les laboratoires pharmaceutiques - et à ceux qui importent, tels que des entreprises qui achètent les produits et administrent le transport (International Trade Center). En retour, les marchés illicites

et informels permettent à plusieurs parties prenantes d'éluder quelques étapes. Par exemple, dans ce circuit non contrôlé, des pharmacies ou des individus peuvent distribuer des antibiotiques sans ordonnance - l'un des mécanismes les plus importants qui permet aux consommateurs d'accéder aux antibiotiques dans ces marchés particuliers.

Une revue de PubMed, publiée en 2023, prenant en compte 162 études dans 52 pays, a estimé que 63,4% des pharmacies communautaires distribuaient des antibiotiques sans avoir d'ordre médical (PubMed). Cette pratique était concentrée de manière disproportionnée dans des pays à faible revenu. Alors survient la question des éléments qui encouragent les consommateurs et les vendeurs d'antibiotiques à se diriger vers ce circuit illicite et informel.

# Analyse

Il existe plusieurs éléments économiques qui expliquent la quantité notable de consommateurs d'antibiotiques dans ces marchés. Il sera crucial de prendre en compte ces principes en considérant comment aborder cette crise sanitaire dans ce comité, mais aussi de noter qu'il en existe beaucoup plus, étant donné la situation nuancée.

La première raison la plus marquante, qui encourage le commerce dans ces marchés informels, est liée aux coûts élevés des soins formels dans des pays avec des systèmes de santé privés. Pour traiter une maladie ou une infection, dans les endroits où des traitements médicaux sont directement financés par les patients, les individus doivent dépenser des sommes considérables pour une consultation médicale, une prescription, le transport, et encore. Dans ces pays et dans ces cas, même si les antibiotiques ne représentent pas toujours la forme de traitement la plus applicable, les consommateurs argumentent que le marché informel réduit le coût total d'accès aux soins. Cette situation peut être observée en considérant le pays de l'Inde qui possède un système de santé dominé à 70% par le secteur privé ([PubMed](#)). Le Journal de [BJM](#) a publié une étude de cas concernant un endroit rural de l'Inde nommé le West Bengal. Là, les chercheurs ont trouvé que la raison dominante pour laquelle des individus étaient attirés par ces circuits informels était due à des prix moins élevés, soulignant les éléments du coût du transport et du revenu dans cette découverte. Un participant de l'étude a partagé qu'un prestataire demandait 100 à 200 roupies indiennes pour de l'antibiotique pendant qu'un médecin privé demandait 200 à 250 roupies simplement pour une consultation, avant de payer les prescriptions médicales.

D'autres éléments qui ont aussi des effets influents sur la demande d'antibiotiques sur des marchés illicites, modérément reliés à cette idée de coûts élevés, peuvent aussi être identifiés.

Une idée qui survient souvent concerne la notion du coût d'opportunité pour les individus qui ont un travail payé, par exemple, à la journée. Si ces individus passent beaucoup de temps dans des établissements médicaux et dépensent des sommes d'argent élevées, ils risquent des pertes de revenus considérables. Cela les pousse vers l'achat d'antibiotiques sur des marchés illicites et informels.

De plus, une autre raison intéressante est que lorsque le marché formel n'a pas la capacité de répondre aux besoins des consommateurs — ce qui arrive parfois à cause des coûts élevés ou des pénuries — les consommateurs peuvent consulter des circuits informels, capables de satisfaire leurs demandes ([PubMed](#)).

Finalement, du côté de l'offre, ce marché est attrayant pour plusieurs raisons - notamment une demande stable et présente, de faibles barrières à l'entrée pour distribuer ces produits, et le manque de présence de coûts de réglementation.

# Conséquences Biologiques

L'un des principaux dangers liés aux marchés illicites et informels d'antibiotiques est le développement et la propagation de la résistance aux antibiotiques. Pour comprendre ce phénomène, il faut d'abord comprendre comment les antibiotiques agissent sur les bactéries. Les antibiotiques ciblent des structures ou des fonctions essentielles à la survie des bactéries. Par exemple, la pénicilline empêche la formation correcte de la paroi bactérienne, tandis que certains antibiotiques, comme la tétracycline, empêchent les bactéries de produire des protéines en agissant sur leurs ribosomes. D'autres antibiotiques peuvent empêcher la réplication de l'ADN bactérien. Ils peuvent donc empêcher les bactéries de se multiplier ou provoquer leur mort. EN revanche, les antibiotiques n'agissent pas sur les virus, car les virus ne possèdent pas les mêmes structures cellulaires que les bactéries.

La résistance aux antibiotiques peut être expliquée par la sélection naturelle. Dans une population de bactéries, il existe naturellement des différences entre les bactéries. Certaines peuvent posséder une mutation qui leur permet de mieux résister à un antibiotique. Lorsque l'antibiotique est utilisé, les bactéries sensibles sont éliminées, tandis que les bactéries résistantes ont davantage de chances de survivre. Ces bactéries peuvent ensuite se reproduire et transmettre leur résistance à leur descendance. L'utilisation répétée ou incorrecte d'antibiotiques augmente donc la pression de sélection sur les bactéries et peut favoriser la présence de bactéries résistantes dans une population.

Il existe plusieurs mécanismes biologiques permettant aux bactéries de résister aux antibiotiques. Par exemple, certaines bactéries produisent des enzymes capables de détruire ou de modifier

l'antibiotique. C'est le cas des bactéries qui produisent des  $\beta$ -lactamases, des enzymes qui peuvent détruire certains antibiotiques de la famille des  $\beta$ -lactamines, comme la pénicilline. D'autres bactéries peuvent modifier la structure de la cible de l'antibiotique, L'antibiotique ne peut alors plus se fixer correctement sur cette cible. Certaines bactéries peuvent également réduire l'entrée de l'antibiotique dans la cellule ou utiliser des pompes d'efflux pour expulser l'antibiotique hors de la cellule. Ces mécanismes permettent aux bactéries de survivre malgré la présence du médicament. Dans les marchés illicites et informels, la mauvaise qualité ou l'utilisation incorrecte des antibiotiques peut donc favoriser la sélection de ces bactéries résistantes et leur propagation.

La résistance ne vient cependant pas uniquement des mutations. Les bactéries peuvent aussi échanger des gènes entre elles. Des gènes de résistance peuvent être présents sur des plasmides, de petites molécules d'ADN qui peuvent être transférées d'une bactérie à une autre. Une bactérie qui devient résistante peut donc transmettre cette caractéristique à d'autres bactéries, parfois même à des bactéries d'une autre espèce. Cela permet à la résistance de se propager rapidement dans une population bactérienne. Ainsi, l'utilisation d'antibiotiques de mauvaise qualité ou mal utilisés dans les marchés illicites et informels peut favoriser la sélection de bactéries résistantes, dont les gènes de résistance peuvent ensuite se propager entre bactéries.

Les marchés illicites et informels peuvent augmenter ce risque car les antibiotiques qui y sont vendus ne sont pas toujours soumis aux mêmes contrôles que ceux vendus dans les circuits officiels. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), au moins un médicament sur dix dans les pays à revenu faible est de qualité inférieure ou falsifié. Ces médicaments peuvent

contenir une quantité incorrecte de principe actif, un mauvais ingrédient ou avoir été mal fabriqués ou conservés. Dans le cas des antibiotiques, une quantité trop faible de principe actif peut empêcher le médicament d'éliminer correctement les bactéries. Les bactéries capables de survivre peuvent alors continuer à se reproduire. L'OMS indique également que les médicaments de mauvaise qualité peuvent contribuer à la résistance aux antimicrobiens.

Une étude soutenue par l'OMS a analysé 48 218 échantillons de médicaments provenant de pays à revenu faible ou intermédiaire. Environ 10,5 % n'ont pas réussi les tests de qualité. Pour les antibiotiques et autres médicaments contre les infections, 7,2 % des 12 375 échantillons n'ont pas respecté les critères de qualité. Ces chiffres montrent que les problèmes de qualité des médicaments ne sont pas seulement des cas isolés. Ils peuvent réduire l'efficacité des traitements et contribuer à la résistance aux antibiotiques.

## Mesures Existantes

Plusieurs politiques, mondialement, ont déjà été mises en place pour minimiser le commerce dans ces marchés illicites et informels, considérant les effets graves que les antibiotiques vendus dans ces circuits peuvent poser sur la santé.

En avril 1988, une loi sur la commercialisation des médicaments sur ordonnance (The Prescription Drug Marketing Act / PDMA) a été établie aux États-Unis. Le rôle de cette législation était de rendre la distribution des médicaments sur ordonnance la plus sûre et efficace possible. En outre, pour promouvoir la sécurité, cette loi stipule que les antibiotiques ainsi que d'autres médicaments sur ordonnance, une fois exportés des États-Unis, ne peuvent y être importés que si le fabricant les juge sûrs ([National Institute for Health](#)).

L'Inde, en 2013, a renforcé une mesure sous le nom de [Schedule H1](#). Ce principe oblige les pharmacies à tenir un registre, quand quelqu'un obtient une ordonnance pour un antibiotique, qui indique le patient, le prescripteur, le nom du médicament, et la quantité pendant trois ans pour que les autorités puissent, plus facilement, suivre les distributions d'antibiotiques.

Un autre concept assez similaire est observable dans l'Union européenne. En 2015, ils ont inventé un logo pour toutes les pharmacies en ligne licites. Lorsqu'un patient interagit, il peut vérifier, grâce à un registre national mis en place, si la pharmacie est autorisée pour pouvoir distinguer les licites des illicites, ce qui encourage la sécurité ([European Commission](#)).

Malgré la présence de mesures prises pour lutter contre le commerce dans ces circuits depuis plusieurs années, ce problème existe encore. Ainsi, il est nécessaire de continuer la discussion et la collaboration internationale pour développer des réponses plus approfondies qui prennent en compte les réalités économiques et sanitaires de tous les pays.

# Positions des Blocs

## 1. Les États-Unis

Les États-Unis considèrent la résistance aux antibiotiques comme une menace importante pour la santé publique et cherchent alors à limiter l'utilisation incorrecte des antibiotiques. Le gouvernement américain a mis en place un *National Action Plan for Combating Antibiotic-Resistant Bacteria*, qui vise notamment à ralentir l'apparition de bactéries résistantes, améliorer leur détection, renforcer la surveillance et développer de nouveaux traitements. Le plan souligne également l'importance de la coopération internationale dans la prévention et le contrôle de la résistance aux antibiotiques ([CDC](#)). Les États-Unis pourraient donc soutenir un renforcement du contrôle de la distribution des antibiotiques et une meilleure surveillance des médicaments vendus en dehors des circuits officiels. Ils pourraient également défendre une coopération internationale plus importante afin de limiter la circulation de médicaments de mauvaise qualité et de réduire la propagation des bactéries résistantes.

## 2. L'Union européenne

L'Union européenne considère la résistance aux antimicrobiens comme une menace majeure pour la santé publique et adopte une approche « One Health », qui prend en compte la santé humaine, animale et l'environnement. La Commission européenne cherche notamment à renforcer la surveillance de la résistance, à améliorer la prévention des infections et à encourager une utilisation responsable des antibiotiques. En 2023, le Conseil de l'Union européenne a également adopté une recommandation visant à renforcer les actions contre la résistance aux antimicrobiens et à améliorer la coopération entre les États membres ([Commission européenne](#):

[EU Action on Antimicrobial Resistance](#)). L'Union européenne pourrait donc soutenir des contrôles plus stricts sur la chaîne d'approvisionnement et la vente des antibiotiques, notamment afin de limiter la circulation de médicaments falsifiés ou de mauvaise qualité. Elle pourrait également favoriser une coopération internationale pour améliorer la traçabilité des médicaments et surveiller la résistance aux antibiotiques au-delà des frontières ([Commission européenne: Action at a Global Level](#))

### 3. L'Inde

L'Inde est particulièrement concernée par la question de la résistance aux antibiotiques en raison de l'importance de son secteur pharmaceutique et des difficultés liées à l'accès et à l'utilisation des médicaments. Le gouvernement indien a mis en place un National Action Plan on Antimicrobial Resistance, qui vise notamment à améliorer la surveillance de la résistance, prévenir les infections, promouvoir une utilisation responsable des antibiotiques et développer la recherche ([Organisation mondiale de la Santé: Inde, National Action Plan on Antimicrobial Resistance](#)). L'Inde a également renforcé la réglementation concernant certains antibiotiques afin de limiter leur vente sans ordonnance ([Government of India: Press Information Bureau](#)). Cependant, l'accès à des médicaments abordables reste essentiel pour une grande partie de la population. L'Inde pourrait donc soutenir une approche qui lutte contre les marchés illicites et les médicaments de mauvaise qualité tout en garantissant que les populations aient accès à des antibiotiques sûrs, efficaces et abordables.

### 4. Pays à revenu faible ou intermédiaire

Les pays à revenu faible ou intermédiaire sont particulièrement concernés par les marchés illicites et informels d'antibiotiques, notamment en raison des difficultés d'accès aux soins, des coûts élevés et des pénuries de médicaments. L'Organisation mondiale de la Santé souligne que ces difficultés peuvent pousser certaines populations à se tourner vers des sources non réglementées. Ces pays pourraient donc soutenir des mesures visant à améliorer l'accès à des antibiotiques sûrs, efficaces et abordables, tout en renforçant le contrôle de leur distribution. Ils pourraient également demander davantage de soutien international pour améliorer les systèmes de surveillance, la réglementation et la disponibilité des médicaments. Enfin, ils pourraient défendre une approche qui lutte contre les marchés illicites sans limiter davantage l'accès aux antibiotiques essentiels pour les populations vulnérables ([WHO](#)).

## 5. La Chine

La Chine considère la résistance aux antibiotiques comme un problème important de santé publique et cherche à mieux contrôler leur production, leur distribution et leur utilisation. Son National Action Plan to Contain Antimicrobial Resistance (2016–2020) identifie notamment la vente d'antibiotiques sans ordonnance et leur utilisation incorrecte comme des facteurs favorisant la résistance. Le plan prévoit donc de renforcer la réglementation de la production et de la circulation des antibiotiques, ainsi que la surveillance de leur utilisation et de la résistance bactérienne ([National Health Commission of the People's Republic of China](#)). La Chine pourrait donc soutenir des mesures visant à limiter la vente non réglementée d'antibiotiques et à lutter contre les médicaments falsifiés ou de mauvaise qualité. Elle pourrait également favoriser la coopération internationale afin d'améliorer la surveillance de la résistance et le contrôle de la circulation des antibiotiques.

# Questions à Considérer

1. Comment les États peuvent-ils lutter contre les marchés illicites et informels d'antibiotiques sans limiter l'accès aux traitements essentiels, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire?
2. Comment les gouvernements peuvent-ils agir sur les causes économiques des marchés illicites et informels, telles que les coûts élevés, les pénuries et l'accès limité aux soins?
3. Comment les États peuvent-ils limiter le développement et la propagation de bactéries résistantes aux antibiotiques?
4. Qui devrait être principalement responsable de la lutte contre la résistance aux antibiotiques: les États, les entreprises pharmaceutiques ou les organisations internationales?
5. Jusqu'où les États doivent-ils limiter l'utilisation des antibiotiques pour réduire la résistance bactérienne?

## Conclusion

Les marchés illicites et informels d'antibiotiques représentent un problème à la fois économique, sanitaire et biologique. Le manque d'accès aux soins, les coûts élevés et les pénuries peuvent pousser les populations vers ces marchés, tandis que l'utilisation incorrecte ou de mauvaise qualité des antibiotiques peut favoriser la résistance bactérienne. Pour répondre à ce problème, les États doivent donc trouver un équilibre entre le contrôle de la distribution des antibiotiques et l'accès à des traitements sûrs et efficaces. Une coopération internationale sera également essentielle pour limiter la circulation de médicaments de mauvaise qualité et ralentir la propagation de la résistance aux antibiotiques.

# Lectures Complémentaires

National Library of Medicine. *Substandard and Falsified Medicines in African Pharmaceutical Markets: A case Study from Ethiopia* (2024). <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/substandard-and-falsified-medical-products>

ScienceDirect. *Circuit des antibiotiques en Afrique Francophone : état des lieux, enjeux et perspectives* (2022). <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2772743222004706>

ScienceDirect. *Vente illicite d'antibiotiques au marché international "Dantokpa" de Cotonou : un grave problème de santé publique* (1996). <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0399077X9680117X>